



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 15 février 2023 – N° 16

Neuf heures quarante

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *100 ans de béguin pour Bégin!*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de la maison de la famille de St-Michel.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Le 50^e anniversaire de Secours-Amitié Estrie.*
- La députée de Mercier sur le sujet suivant : *Le 35^e anniversaire de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes.*
- La députée de Vimont sur le sujet suivant : *En mémoire des victimes de la tragédie de Laval.*
- La députée de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *Souligner le 41^e anniversaire de l'Association de la communauté noire de l'Ouest-de-l'Île.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Journées de la persévérance scolaire.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *50 ans du Mont Grand-Fonds!*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Chapeau à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, qui siège au nouveau comité de l'UMQ sur l'itinérance.*
- Le député de Rouyn-Noranda–Témiscamingue sur le sujet suivant : *Téléthon de notre organisme d'aide aux personnes handicapées.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *M. Serge Lessard, une implication de tous les instants à Saint-Marc-des-Carières.*
- La députée de Brome-Missisquoi sur le sujet suivant : *50 ans du Centre d'action bénévole de Cowansville.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 31 janvier et les 1^{er}, 2 et 7 février 2023, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028. Le rapport contient des observations et 35 recommandations.
Rapport déposé le 14 février 2023
Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 du Règlement, la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **1^{er} mars 2023**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 7*
Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 22 mars 2022 et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **1^{er} février 2023**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 3) Projet de loi n° 9*
Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **9 février 2023**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Étude détaillée en commission

- 4) Projet de loi n° 3
 Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
 Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le 7 décembre 2022
 Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 8 février 2023
 Principe adopté le **9 février 2023**, et
 Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 5) Projet de loi n° 6
 Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures
 Présenté par le ministre des Finances le 9 décembre 2022
 Principe adopté le **31 janvier 2023**, et
 Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 6) Projet de loi n° 8
 Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec
 Présenté par le ministre de la Justice le 1^{er} février 2023
 Principe adopté le **7 février 2023**, et
 Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 7) Projet de loi n° 2
 Loi visant notamment à plafonner le taux d'indexation des prix des tarifs domestiques de distribution d'Hydro-Québec et à accroître l'encadrement de l'obligation de distribuer de l'électricité
 Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 2 décembre 2022
 Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 2 février 2023
 Principe adopté le 7 février 2023
 Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles adopté le **14 février 2023**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 8) Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**

- 9) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles
dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans
participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**

- 10) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant
la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**

- 11) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de
reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**

- 12) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre
l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**

- 13) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans
certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services
sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 14)** 14 février 2023
Motion du député de Laurier-Dorion

QUE l'Assemblée nationale constate que l'augmentation des loyers dans toutes les municipalités du Québec dépasse largement les indices de référence du Tribunal administratif du logement;

QU'elle demande au gouvernement du Québec de s'attaquer à la crise du logement en instaurant un contrôle obligatoire pour tous les loyers;

QU'elle demande que ce contrôle des loyers inclue l'élimination de l'exception contenue dans la section F du bail afin de permettre la fixation du loyer par le Tribunal administratif du logement pour les immeubles construits ou convertis à des fins locatives depuis moins de cinq ans.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Document de consultation sur le Régime de rentes du Québec intitulé *Un régime adapté aux défis du 21^e siècle* (mandat confié le 31 janvier 2023).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 9 février 2023).
- **Projet de loi n° 6**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (mandat confié le 31 janvier 2023).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 8**, Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec (mandat confié le 7 février 2023).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 8**, Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec (mandat confié le 7 février 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats réglementaires

Interpellation :

- Du député de Pontiac au ministre de la Santé sur le sujet suivant : *La dégradation de l'accès aux soins de santé sous le gouvernement caquiste* (avis donné le 9 février 2023).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au feuillet du mercredi*

- 6) Mme Labrie (Sherbrooke) – **31 janvier 2023**
Au ministre de la Justice

L'accès à la médiation familiale a, comme le sait le ministre, des retombées positives sur les familles et le système de justice. Ces retombées sont telles que le ministère a jugé bon en 2020 d'élargir l'accès à ce service aux personnes qui n'ont pas d'enfants communs à charge, ce qui était une excellente décision.

Or, dans le contexte de l'inflation, l'accès à la médiation familiale est mis en péril par la stagnation des honoraires des médiateurs, lesquels sont de plus en plus nombreux à se demander s'ils veulent poursuivre cette pratique. En effet, les honoraires prévus par le Règlement sur la médiation familiale n'ont pas été indexés depuis 2012.

Considérant que le Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances, quant à lui, prévoit depuis 2012 une indexation annuelle et impose des honoraires plus élevés que pour la médiation familiale, j'aimerais savoir :

- Quand le ministre prévoit-il réviser le Règlement sur la médiation familiale afin de mettre à jour les honoraires?
- Le ministre compte-t-il inclure dans la révision du Règlement sur la médiation familiale un article prévoyant une indexation annuelle, afin d'assurer une cohérence avec le Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances?

- 7) Mme Setlakwe (Mont-Royal–Outremont) – **31 janvier 2023**
Au ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels

La Commission d'accès à l'information a rendu public, le 13 décembre dernier, un rapport intitulé « Mieux protéger les renseignements personnels des jeunes à l'ère numérique ».

Le communiqué de presse émis par la Commission annonçant ce rapport précise que : « L'environnement numérique offre aux jeunes une quantité quasi infinie de possibilités d'accès à des sites, à des applications et à des jeux, dès leur plus jeune âge. Derrière chaque service, il y a une entreprise qui collecte, utilise, communique et conserve des renseignements personnels les concernant. Ces entreprises peuvent se servir de ces renseignements pour faire du profilage dans le but d'influencer le comportement des jeunes ou pour prendre des décisions à leur sujet. Ces pratiques présentent souvent des risques pour les droits fondamentaux des mineurs. »

La Commission formule 12 recommandations afin de renforcer la protection des renseignements personnels, notamment l'interdiction de la vente de renseignements personnels concernant un mineur, en toutes circonstances.

Le ministre peut-il nous indiquer le suivi qu'il compte apporter à chacune de ces recommandations ainsi que l'échéancier qu'il se donne pour apporter des modifications législatives?

8) **M. Bérubé (Matane-Matapédia) – 2 février 2023**
Au ministre de la Santé

Depuis plusieurs années, le service de cardiologie du Centre hospitalier régional de Rimouski fait valoir la nécessité d'y implanter une salle d'hémodynamie pour desservir la population de l'est du Québec.

La région répond aux critères, la décision est purement politique. Un comité formé de cardiologues et de citoyens a prouvé que la région satisfaisait à toutes les conditions pour obtenir un service d'hémodynamie.

De nombreux rapports et dossiers présentés au ministère de la Santé et des Services sociaux en font la démonstration. Si le gouvernement souhaite être équitable envers la population de l'est du Québec, il doit annoncer rapidement l'aménagement d'une salle d'hémodynamie à Rimouski. Chaque année, plus de 1400 patients de l'est du Québec ont recours à ce type de soins.

Pour ce faire, ils doivent se rendre à Québec. Certains, trop instables, décèdent lors du transfert; d'autres vivront avec des séquelles permanentes, en raison des délais d'intervention. Pour l'ensemble des patients, il s'agit d'une situation intenable et inéquitable.

Alors que sept régions du Québec bénéficient d'un service d'hémodynamie, les patients du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie sont confrontés à du stress, à de l'éloignement et à de l'inconfort.

Est-ce que le ministre de la Santé reconnaît la nécessité d'implanter une salle d'hémodynamie au Centre hospitalier régional de Rimouski et si oui, est-ce qu'il s'engage à réaliser ce projet dans l'actuel mandat et quel est son échéancier de réalisation?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 14 février 2023
Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux – *ministre de la Santé*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives – *ministre déléguée à la Santé et aux Aînés*